

# Méthodologie

## Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA)

### Résultats 2013

*Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA) vise à décrire l'emploi agricole, au niveau national et régional, sur le périmètre des exploitations métropolitaines retenues dans le recensement agricole (RA).*

Le BAEA est construit par le Service de la Statistique et de la Prospective du ministère de l'Agriculture (SSP). Sa conception a fait l'objet d'un groupe de travail technique avec la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole (CCMSA), le Secrétariat Général (SG), la Direction Générale de la Performance Économique et environnementale des entreprises (DGPE) (précédemment la Direction Générale des Politiques Agricole, Agroalimentaire et des Territoires - DGPAAT).

Le BAEA est élaboré à partir de deux sources : les recensements agricoles (RA) 2000 et 2010, d'une part, et les données annuelles de la mutualité sociale agricole (MSA), d'autre part, en vue de permettre une actualisation des données entre deux RA.

Le rapprochement des deux sources de données (RA et MSA) est complexe car il s'agit de données à vocations différentes :

- le RA, effectué dans le cadre de la réglementation statistique de l'Union européenne, donne une photographie de l'agriculture selon les grandes thématiques telles que les cultures et superficies cultivées, l'élevage et le cheptel, l'équipement des exploitations, l'emploi salarié ou familial, la gestion de l'exploitation...
- les données MSA ont, en premier lieu, une vocation administrative pour la gestion des cotisations sociales agricoles des exploitants agricoles non-salariés et des cotisations des salariés agricoles. Elles permettent, en second lieu, un suivi de l'emploi du périmètre MSA et font l'objet de diverses publications annuelles sous la forme de tableaux de bord et d'études.

## Méthodologie

Une comparaison précise des données du RA 2010 et des données de la MSA sur la même période a été effectuée en vue de définir des modalités de traitement des données de la MSA permettant une mise à jour des données du RA à partir des évolutions annuelles observées dans les données de la MSA. Lorsque les données MSA ne fournissaient pas d'éléments suffisants pour actualiser certains indicateurs d'emploi, les évolutions ont été estimées à partir des évolutions annuelles moyennes observées entre le RA 2000 et le RA2010.

La version actuelle du BAEA présente la mise à jour 2013 des données du RA 2010 et une estimation 2014. L'actualisation annuelle du BAEA, prévue en début de chaque année, a été retardée en 2015 par l'analyse comparative des résultats avec ceux issus de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2013 (enquête Structures 2013). Certains concepts ayant évolué entre le RA 2010 et l'enquête Structures 2013, en réponse au règlement européen qui encadre ces enquêtes, la publication du BAEA 2013 a également été légèrement modifiée dans sa présentation pour être la plus cohérente possible avec ces enquêtes.

Compte tenu de la disponibilité, courant octobre 2015, des données MSA 2014 des salariés agricoles, la parution tardive du BAEA permet de remplacer les estimations 2014 de l'emploi salarié par les résultats issus des données de la MSA.

### La présentation du BAEA

Le BAEA 2013 présente sous forme de fiches (une nationale et vingt-

deux régionales) les principales données de l'emploi agricole sur le périmètre du RA en 2000, 2010, 2013 et 2014 estimé.

Chaque fiche comprend quatre tableaux et six graphiques.

Les quatre tableaux sont les suivants :

- **un premier tableau sur les exploitations agricoles** : le nombre d'exploitations agricoles est ventilé selon divers critères (taille, diversification d'activité, Gaec ou sociétés, présence de salariés permanents). Les données 2013 du nombre d'exploitations agricoles sont celles de l'enquête Structures 2013 (ESEA) ;
- **l'ensemble des actifs agricoles** : les chefs d'exploitation et coexploitants, les conjoints non-salariés et les autres actifs non-salariés, les actifs salariés permanents et les actifs salariés non permanents ;
- **les actifs agricoles par catégorie d'emploi** : les chefs d'exploitation et coexploitants avec un focus sur les moyennes et grandes exploitations, les conjoints et les autres actifs non-salariés, les salariés de l'exploitation agricole en distinguant les salariés permanents et les salariés non permanents (saisonniers et occasionnels) et enfin les salariés des ETA et Cuma ;
- **les salaires horaires moyens bruts** des salariés permanents et des salariés saisonniers et occasionnels.

**Remarque 1** : Le travail des salariés saisonniers ou occasionnels en nombre d'heures, de jours ou de mois de travail est converti en une unité commune, le nombre

d'unités de travail annuel (UTA). L'emploi saisonnier n'est pas renseigné en nombre de personnes car le nombre de contrats de travailleurs saisonniers a peu de signification s'il n'est pas pondéré par la durée du contrat.

**Remarque 2** : Les salariés des exploitations employés par un groupe d'employeurs sont considérés comme occupant un emploi permanent sur l'exploitation. Si ces salariés ne sont présents sur l'exploitation que pour des travaux saisonniers, ils sont comptabilisés indistinctement avec la main-d'œuvre non permanente.

**Remarque 3** : Les salaires horaires n'étant pas disponibles dans le RA, les salaires horaires bruts moyens sont calculés à partir des données MSA uniquement.

Les six graphiques portent sur :

- 1 • **l'évolution des actifs agricoles en UTA depuis 2000** en distinguant les chefs d'exploitation et coexploitants, les conjoints et autres actifs non-salariés et les actifs salariés (les évolutions entre 2000 et 2010 sont obtenues par un ajustement linéaire entre les deux RA 2000 et 2010).
- 2 • **la ventilation de la main-d'œuvre permanente en 2013** (en nombre de personnes et en UTA) par catégorie d'emploi (chefs d'exploitation et coexploitants, conjoints et autres membres de la famille non-salariés, salariés permanents) ;
- 3 • **la répartition des actifs agricoles par catégorie d'emploi** en UTA en 2013 avec un focus sur l'emploi salarié (permanent et non permanent) ;

- 4 • **le taux de féminisation** 2000 et 2010, selon la catégorie d'emploi ;
- 5 • **l'âge moyen** 2000 et 2010, selon la catégorie d'emploi ;
- 6 • **l'évolution de l'emploi salarié**, permanent et non permanent, ETA et Cuma. L'emploi permanent est décrit en nombre de personnes et en UTA alors que l'emploi non permanent est uniquement présenté en UTA. Les évolutions entre 2000 et 2010 sont obtenues par un ajustement linéaire entre les deux RA 2000 et 2010. Les

années 2011 à 2013 sont calculées en appliquant aux données du RA 2010 les évolutions annuelles des équivalents MSA (sauf ETA et Cuma qui sont une poursuite de la tendance du RA).

La deuxième partie des fiches comporte des informations méthodologiques :

- les données MSA qui servent à la mise à jour des données du RA (sous forme de tableau) ;
- les définitions principales, les périmètres et indicateurs d'évolution.

Les données relatives à la main-d'œuvre sont actualisées à partir des fichiers de la MSA pour les chefs d'exploitation et coexploitants non-salariés et pour l'emploi salarié permanent et non permanent. Les autres effectifs (chefs d'exploitation et coexploitants salariés, conjoints et autres membres de la famille non-salariés, ETA et Cuma) sont actualisés par prolongement de la tendance observée entre le RA 2000 et le RA 2010. Au total en 2013, 89 % de l'emploi agricole en UTA est mis à jour à partir des données MSA.

Indicateurs de mise à jour du BAEA	RA tendance 2010/2000	MSA 2013/2012
<b>Les actifs agricoles</b>		
Les chefs d'exploitation et coexploitants non-salariés		x
Les chefs d'exploitation et coexploitants salariés	x	
Les conjoints non coexploitants et les autres membres de la famille non-salariés	x	
Les salariés permanents <sup>1</sup> et non permanents		x
Les UTA des Cuma et ETA	x	
1. Y compris les conjoints salariés et les autres actifs familiaux salariés.		

### Le BAEA 2013 et l'enquête sur la structure des exploitations agricoles 2013

L'enquête sur la structure des exploitations agricoles (ESEA) permet de suivre l'évolution structurelle des exploitations agricoles entre deux recensements. Celle de 2013 succède au recensement de 2010. L'enquête porte sur les cultures, les cheptels, les activités de diversification, les circuits courts, le matériel, la main-d'œuvre et le devenir des déchets générés.

Par rapport au recensement agricole de 2010, certaines modifications ont été apportées pour se conformer au règlement européen. S'agissant de l'emploi agricole, seules les modifications de périmètre ou de définition susceptibles d'avoir une incidence significative et pouvant faire l'objet d'un suivi annuel ont été prises en compte dans le BAEA.

La nouvelle présentation du BAEA intègre les modifications suivantes :

- les conjoints salariés et autres membres de la famille salariés sont désormais intégrés dans les salariés permanents alors qu'ils étaient auparavant pris en compte dans la catégorie « main-d'œuvre familiale ».
- les conjoints non-salariés et les autres membres de la famille non-salariés sont regroupés dans une seule rubrique ;

## Méthodologie

D'autres modifications du périmètre de l'enquête Structures 2013 n'ont pas été retenues dans le BAEA pour des raisons de continuité et de faisabilité :

- les exploitations collectives (1 400 en 2010) restent hors du périmètre du BAEA alors qu'elles sont dans le périmètre de l'enquête Structures 2013 ;
- les conjoints et autres membres de la famille dans le BAEA sont ceux de l'ensemble des exploitations sans distinction de statut alors que dans l'enquête Structures 2013 les conjoints et autres membres de la famille sont uniquement ceux des exploitations individuelles, les autres conjoints et autres membres de la famille des

exploitations non individuelles (sous forme sociétaires ou en Gaec) dans l'enquête Structure 2013 sont comptabilisés dans les « autres actifs permanents » ;

- le calcul des UTA des saisonniers, occasionnels, ETA et Cuma continue de s'effectuer en se fondant sur un nombre de jours annuels équivalents à une UTA de 229 jours alors que cette référence est passée à 225 jours dans l'enquête Structures 2013 ;
- les salariés des groupements d'employeurs restent comptabilisés, sans être isolés, avec les salariés permanents ou avec les salariés non permanents (saisonniers et occasionnels) alors qu'ils sont comptabilisés en externalisation dans l'enquête Structures 2013.

Il n'est en effet pas possible de reconstituer une série longue concernant ces salariés car on ne dispose pas d'information dans les RA 2000 et 2010 sur les salariés saisonniers et occasionnels des groupements d'employeurs. On ne peut pas par ailleurs constituer d'indicateur solide d'évolution annuelle de cette catégorie d'emploi à partir des données de la MSA.

Le tableau suivant compare les évolutions nationales moyennes du volume de travail (UTA) des actifs agricoles entre 2010 et 2013 dans le BAEA et l'enquête Structures 2013. L'annexe 2 fournit des comparaisons plus détaillées, par région, entre les deux sources.

### Évolution moyenne nationale des actifs agricoles (en UTA)

BAEA 2013 et ESEA 2013	BAEA 2013				ESEA 2013			
	RA 2010	BAEA 2013	2013/2010 moyenne annuelle		RA 2010	BAEA 2013	2013/2010 moyenne annuelle	
			valeur	%			valeur	%
<b>Total actifs agricoles</b>	<b>751 366</b>	<b>729 001</b>	<b>- 7 455</b>	<b>- 1,0</b>	<b>757 409</b>	<b>729 796</b>	<b>- 9 204</b>	<b>- 1,2</b>
dont chefs d'exploitation et coexploitants	445 770	428 564	- 5 735	- 1,3	446 207	426 367	- 6 613	- 1,5
dont autres actifs agricoles	305 596	300 437	- 1 720	- 0,6	311 202	303 429	- 2 591	- 0,8

Les écarts sur les bases 2010 résultent des différences de périmètres indiquées ci-dessus.

Source: Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Les évolutions nationales sont proches même si elles ne sont pas strictement équivalentes compte tenu de la diversité des modalités de recueil de l'information entre les deux sources. L'enquête Structures produit en effet des estimations d'emploi à partir de déclarations

recueillies auprès d'un échantillon de 50 000 exploitations alors que le BAEA actualise les données du recensement agricole, pour la plupart des indicateurs, à partir des évolutions constatées dans les bases exhaustives des affiliés à la MSA. Bien que le champ de la MSA ne

recouvre pas exactement le champ des exploitations au sens du recensement, la mobilisation de cette source permet une actualisation annuelle des données d'emploi et leur déclinaison par région et par orientation technico-économique.

### Les modifications apportées au BAEA 2013 par rapport au BAEA 2012

Par rapport à la publication 2012, quatre modifications ont été apportées au BAEA 2013 :

1. le graphique relatif à l'évolution du nombre d'exploitations a été supprimé et remplacé par celui de l'évolution des actifs agricoles en UTA. En effet, les comparaisons entre l'enquête Structures 2013 et les données de la MSA ont montré qu'il n'est pas possible d'approcher précisément l'évolution du nombre d'exploitations au périmètre du RA à partir des données de la MSA car celles-ci couvrent mal les plus petites exploitations dont les taux de disparition sont les plus élevés (notamment les unités ne disposant que de quelques hectares de SAU essentiellement sous la forme de parcelles de subsistance gérées par des retraités). En revanche, les évolutions de l'emploi se révèlent proches entre les deux sources, ce qui confirme l'intérêt de mobiliser les données de la MSA pour produire une actualisation annuelle de l'emploi au périmètre du recensement ;
2. le focus sur les chefs d'exploitation des petites exploitations est supprimé, leur mise à jour à partir des évolutions des données

MSA dont le périmètre est moins bien couvert pouvant manquer de robustesse.

3. les conjoints salariés et les autres membres de la famille salariés sont désormais comptabilisés avec les salariés permanents pour se rapprocher des nouveaux concepts de l'enquête Structures 2013. Les données d'emploi des recensements agricoles 2000 et 2010 ont été également recalculées selon ce nouveau concept afin de disposer de séries homogènes. Les données concernées 2000 et 2010 sont répertoriées par région en annexe 3.  
Ces transferts n'ont pas d'impact sur le nombre global d'actifs agricoles mais conduisent à réviser à la hausse les salariés permanents. *A contrario*, les conjoints et les autres membres de la famille sont révisés à la baisse puisqu'ils n'intègrent désormais que les non-salariés. Les taux de féminisation et les âges moyens des conjoints et autres membres de la famille et des salariés permanents sont également légèrement modifiés par rapport à ceux du BAEA 2012 du fait de ce transfert ;
4. les données relatives aux conjoints et autres membres de la famille non-salariés sont désormais regroupées dans une seule catégorie.

### Les principales évolutions de l'emploi agricole entre 2010 et 2013

#### Évolutions au niveau de la France métropolitaine

Les principaux enseignements tirés de la mise à jour 2013 de l'emploi agricole du RA 2010 sont les suivants :

- la diminution de l'ensemble des actifs agricoles (en UTA) se poursuit : - 1,0 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2013 et - 2,4 % en moyenne annuelle entre 2000 et 2010 ;
- la diminution tendancielle de la main-d'œuvre familiale (chefs d'exploitation et coexploitants, conjoints et autres membres de la famille non-salariés) se poursuit : baisse moyenne des effectifs de - 2,7 % entre 2012 et 2013, après - 2,3 % entre 2011 et 2012, - 2,7 % entre 2010 et 2011 et une baisse annuelle moyenne de - 3,5 % sur la période 2000 à 2010 ;
- l'emploi salarié (en UTA) progresse de + 1,5 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2013 du fait de la hausse sensible de l'emploi salarié non permanent (+ 3,5 %) après une diminution moyenne annuelle de - 0,8 % entre 2000 et 2010.

## Ensemble des actifs agricoles entre 2010 et 2013

Ensemble des actifs agricoles Périmètre RA		2010		2011		2012		2013		2013/ 2012 UTA %	En moyenne annuelle	
		Pers. millier	UTA millier	Pers. millier	UTA millier	Pers. millier	UTA millier	Pers. millier	UTA millier		2013/ 2010 UTA %	2010/ 2000 UTA %
<b>Total actifs agricoles</b>	<b>1</b>	<b>nr</b>	<b>751,4</b>	<b>nr</b>	<b>742,5</b>	<b>nr</b>	<b>732,1</b>	<b>nr</b>	<b>729,0</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 2,4</b>
Chefs d'exploitation et coexploitants	2	603,9	445,8	594,6	439,6	588,3	434,8	578,2	428,6	- 1,4	- 1,3	- 1,8
<i>dont sur moyennes et grandes exploitations</i>	<i>2a</i>	<i>422,7</i>	<i>373,1</i>	<i>417,7</i>	<i>368,6</i>	<i>412,9</i>	<i>364,3</i>	<i>408,3</i>	<i>360,2</i>	<i>- 1,1</i>	<i>- 1,2</i>	<i>- 1,5</i>
Conjoints et autres actifs agricoles non-salariés	3	190,1	74,9	178,0	69,2	166,7	63,9	156,1	59,0	- 7,6	- 7,6	- 7,9
<b>sous-total 2+3</b>		<b>794,0</b>	<b>520,7</b>	<b>772,6</b>	<b>508,8</b>	<b>755,0</b>	<b>498,7</b>	<b>734,3</b>	<b>487,6</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 3,0</b>
Salariés permanents <sup>1</sup>	4	172,3	140,1	181,6	140,5	183,2	138,8	187,5	140,9	+ 1,5	+ 0,2	- 0,6
Salariés saisonniers, ETA, Cuma	5	nr	90,6	nr	93,3	nr	94,7	nr	100,5	+ 6,2	+ 3,5	- 1,2
<b>sous-total 4+5</b>			<b>230,7</b>		<b>233,7</b>		<b>233,5</b>		<b>241,4</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>- 0,8</b>
<b>Sous-total main-d'œuvre permanente</b>	<b>2+3+4 6</b>	<b>966,3</b>	<b>660,8</b>	<b>954,2</b>	<b>649,2</b>	<b>938,2</b>	<b>637,5</b>	<b>921,8</b>	<b>628,5</b>	<b>- 1,4</b>	<b>- 1,7</b>	<b>- 2,6</b>

1. Y compris les conjoints salariés et autres membres de la famille salariés.

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

### Évolutions par région

Le tableau page 9 retrace par région, d'une part, les évolutions des chefs d'exploitation et coexploitants des moyennes et grandes exploitations et, d'autre part, celles des salariés des exploitations de l'ensemble des exploitations, ce périmètre étant similaire à celui des exploitations moyennes et grandes compte tenu de la forte concentration de l'emploi salarié sur celles-ci.

- Toutes régions confondues, le nombre de chefs d'exploitation

et coexploitants dans les moyennes et grandes exploitations a diminué de - 1,2 % en moyenne par an entre 2010 et 2013. Hormis en région Corse, l'emploi non-salarié a baissé ou est demeuré stable (+ 0,3 % Alsace) dans l'ensemble des régions. Les régions Languedoc-Roussillon et Limousin connaissent les baisses les plus importantes (- 1,7 %).

- L'évolution de l'emploi salarié est plus contrastée. Toutes régions confondues, l'emploi salarié augmente de + 1,4 % par an en

moyenne entre 2010 et 2013, avec une variation comprise entre - 2,0 % (Île-de-France) et + 4,3 % (Franche-Comté). Après deux années de faible évolution de l'emploi salarié, + 1,2 % entre 2010 et 2011 et - 0,3 % entre 2011 et 2012, l'année 2013 connaît une croissance sensible de + 3,4 %, marquée par la forte augmentation du recours à l'emploi saisonnier de + 6,5 %, notamment dans les régions viticoles (Aquitaine + 6,3 %, Champagne-Ardenne + 15,9 %, Poitou-Charentes + 10,9 %).

## Évolution de l'emploi agricole au périmètre du RA

en %

Évolution de l'emploi agricole au périmètre du RA (UTA)	Chefs d'exploitation et coexploitants sur moyennes et grandes exploitations				Emploi salarié permanent et non permanent hors ETA et Cuma			
	2011/2010	2012/2011	2013/2012	moyenne annuelle 2013/2010	2011/2010	2012/2011	2013/2012	moyenne annuelle 2013/2010
<b>Total</b>	- 1,2	- 1,2	- 1,1	- 1,2	+ 1,2	- 0,3	+ 3,4	+ 1,4
42 Alsace	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,3	+ 5,5	+ 1,3	+ 1,8	+ 2,8
72 Aquitaine	- 1,5	- 1,7	- 1,5	- 1,5	+ 0,7	+ 1,3	+ 3,0	+ 1,7
83 Auvergne	- 1,0	- 1,3	- 1,4	- 1,3	+ 0,5	- 0,6	+ 1,0	+ 0,3
26 Bourgogne	- 1,2	- 1,3	- 1,3	- 1,3	+ 1,8	+ 0,5	+ 2,3	+ 1,5
53 Bretagne	- 1,3	- 1,4	- 1,4	- 1,4	+ 1,8	+ 3,1	+ 2,6	+ 2,5
24 Centre	- 1,4	- 1,1	- 1,0	- 1,2	+ 1,8	- 2,1	+ 3,4	+ 1,0
21 Champagne-Ardenne	- 1,1	- 0,8	- 0,5	- 0,8	+ 1,1	- 3,6	+ 6,1	+ 1,1
94 Corse	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,6	+ 1,1	- 1,3	+ 4,7	+ 3,0	+ 2,1
43 Franche-Comté	- 0,7	- 0,2	- 0,4	- 0,4	+ 5,4	+ 3,8	+ 3,6	+ 4,3
11 Île-de-France	- 2,1	- 0,2	- 1,2	- 1,2	- 5,5	+ 0,3	- 0,6	- 2,0
91 Languedoc-Roussillon	- 2,6	- 1,6	- 0,9	- 1,7	+ 0,0	- 0,4	+ 3,1	+ 0,9
74 Limousin	- 1,5	- 1,9	- 1,7	- 1,7	- 3,2	-12,8	+13,0	- 1,5
41 Lorraine	- 0,8	- 1,0	- 1,2	- 1,0	+ 2,0	+ 1,6	+ 1,6	+ 1,8
73 Midi-Pyrénées	- 1,3	- 1,3	- 1,4	- 1,3	+ 3,2	- 1,0	+ 4,0	+ 2,0
31 Nord-Pas-de-Calais	- 0,6	- 0,7	- 0,4	- 0,5	+ 1,6	- 1,4	+ 1,9	+ 0,7
25 Basse-Normandie	- 1,3	- 0,7	- 1,2	- 1,1	+ 0,7	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,9
23 Haute-Normandie	- 1,2	- 0,5	- 0,4	- 0,7	- 2,8	+ 2,6	- 0,1	- 0,1
52 Pays de la Loire	- 0,9	- 1,1	- 1,6	- 1,2	+ 1,2	- 1,0	+ 3,4	+ 1,2
22 Picardie	- 0,8	- 1,0	- 0,1	- 0,6	+ 0,1	- 3,2	+ 1,8	- 0,4
54 Poitou-Charentes	- 1,7	- 1,7	- 1,3	- 1,6	+ 1,7	+ 0,9	+ 7,1	+ 3,2
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	- 0,8	- 1,2	- 1,2	- 1,1	+ 0,2	- 1,9	+ 2,6	+ 0,3
82 Rhône-Alpes	- 1,0	- 1,2	- 1,1	- 1,1	+ 3,3	+ 0,3	+ 5,3	+ 2,9

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Le tableau, page suivante, croise les évolutions précédentes : la région Limousin se distingue par la baisse la plus marquée de l'emploi salarié comme de l'emploi non salarié.

*A contrario*, la Lorraine, la Franche Comté, la Corse et l'Alsace connaissent une diminution du nombre de chefs d'exploitation et coexploitants nettement plus faible que la

moyenne nationale et une hausse de l'emploi salarié nettement plus marquée.

### Les régions dans l'ordre croissant de l'évolution moyenne 2013/2010 du nombre de chefs d'exploitation et coexploitants et de l'emploi salarié agricole

Région/évolution des chefs d'exploitation et coexploitants et de l'emploi salarié (UTA)		Emploi salarié permanent et non permanent hors ETA et Cuma Évolution moyenne annuelle 2013/2010 + 1,4 %		
		De - 2,0 % à + 0,9 %	Autour de la moyenne	De + 1,9 % à + 4,3 %
Chefs d'exploitation et coexploitants des moyennes et grandes exploitations	De - 1,7 % à - 1,5 %	Limousin Languedoc-Roussillon	Aquitaine	Poitou-Charentes
	Autour de la moyenne	Île-de-France Auvergne PACA Basse-Normandie	Centre Pays de la Loire Bourgogne Lorraine	Midi-Pyrénées Bretagne Rhône-Alpes
	De - 0,9 % à + 1,1 %	Picardie Haute-Normandie Nord-Pas-de-Calais	Champagne-Ardenne	Corse Alsace Franche-Comté
Évolution moyenne annuelle 2013/2010 - 1,2 %				

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Plusieurs facteurs peuvent contribuer à expliquer les évolutions différenciées de l'emploi salarié et de l'emploi non-salarié entre régions sans qu'il soit possible de les quantifier précisément :

- des transferts peuvent s'opérer entre l'emploi non-salarié et l'emploi salarié lorsque des exploitants, des conjoints ou d'autres membres de la famille optent pour un statut salarié ;
- l'embauche de salariés permanents dans les exploitations agricoles peut pallier le recul sensible du nombre des conjoints et des autres membres de la famille ;
- les comportements de départs à la retraite et le devenir des terres libérées influent également sur les évolutions de l'emploi salarié et non-salarié. La pyramide des âges des chefs d'exploitation et les évolutions de l'âge légal de départ à la retraite ont notamment un impact sur les flux de départs à la retraite. Le devenir des terres libérées dépend pour sa part des taux de reprise de l'exploitation par le conjoint ou de la politique d'installation menée par les pouvoirs publics ;
- l'augmentation du nombre d'exploitations en Gaec et en société

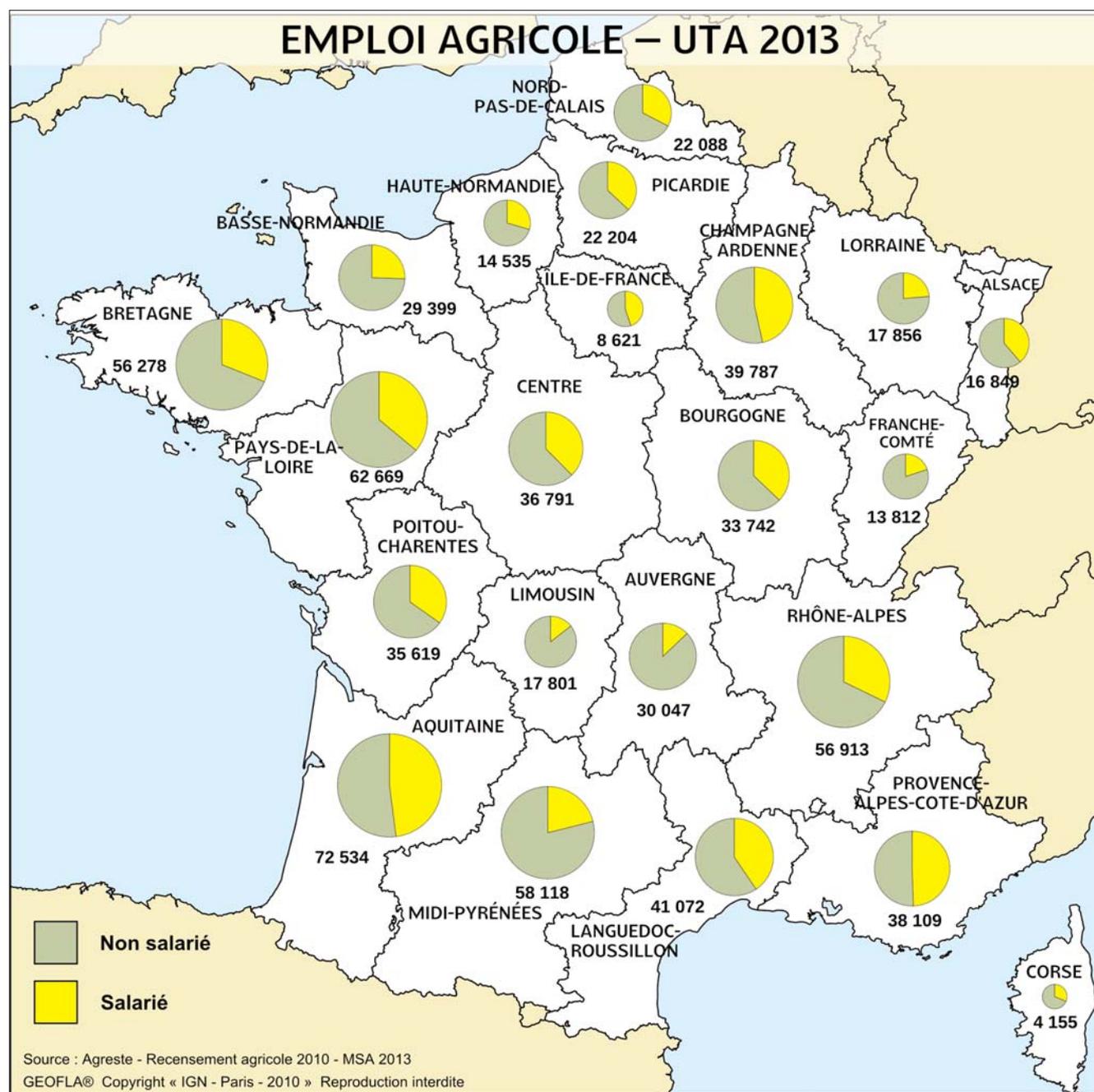
dont le statut favorise l'accès des conjoints au statut de coexploitants et dans lesquelles l'emploi salarié est plus élevé ;

- le dynamisme de l'emploi salarié en groupements d'employeurs dont l'augmentation moyenne entre 2010 et 2013 atteint + 7,1 % (+ 5,4 % pour l'emploi permanent et + 10,4 % pour l'emploi non-permanent). L'évolution entre 2012 et 2013 des salariés des groupements d'employeurs est déclinée par région en annexe 4 ;
- enfin, les aléas climatiques peuvent provoquer de fortes variations de l'emploi salarié saisonnier.

La carte régionale de l'emploi agricole 2013 indique la répartition entre l'emploi non-salarié et l'em-

ploi salarié du total des actifs agricoles (en UTA). La part de l'emploi salarié atteint 34 % en 2013.

Celle-ci avait augmenté de cinq points entre 2000 et 2010 passant de 27 % à 32 %.



## Méthodologie

### Les estimations 2014 de l'emploi agricole

Compte tenu de la disponibilité courant octobre 2015 des données MSA 2014 des salariés agricoles, la parution tardive du BAEA permet de remplacer les estimations de l'emploi salarié 2014 par les résultats issus des fichiers de la MSA.

S'agissant des cotisants non-salariés, les données MSA 2014 ne seront disponibles que début 2016. L'estimation 2014 des chefs d'exploitation et coexploitants a été effectuée en combinant, dans le cas général, deux approches complémentaires : l'application aux résultats 2013 des évolutions annuelles moyennes des indicateurs MSA constatées lors des trois derniers

exercices et la prise en compte des informations collectées auprès des DRAAF et des services statistiques régionaux lors de la concertation sur les résultats de l'emploi 2013 par le SSP.

Les estimations 2014 de l'emploi agricole en France métropolitaine sont synthétisées dans le tableau ci-après.

### Estimation 2014 de l'emploi agricole

Ensemble des actifs agricoles		2000		2010		2013		2013/2012		2014 estimé		2014/2013	
		Pers.	UTA	Pers.	UTA	Pers.	UTA	Pers.	UTA	Pers.	UTA	Pers.	UTA
Périmètre RA		millier		millier		millier		%		%		%	
<b>Total actifs agricoles</b>	<b>1</b>	<b>nr</b>	<b>957,4</b>	<b>nr</b>	<b>751,4</b>	<b>nr</b>	<b>729,0</b>	<b>nr</b>	<b>- 0,4</b>	<b>nr</b>	<b>722,5</b>	<b>nr</b>	<b>- 0,9</b>
Chefs d'exploitation et coexploitants	2	764,0	536,5	603,9	445,8	578,2	428,6	- 1,7	- 1,4	570,0	423,0	- 1,4	- 1,3
<i>dont sur moyennes et grandes exploitations</i>	<i>2a</i>	<i>483,5</i>	<i>435,1</i>	<i>422,7</i>	<i>373,1</i>	<i>408,3</i>	<i>360,2</i>	<i>- 1,1</i>	<i>- 1,1</i>	<i>403,7</i>	<i>356,1</i>	<i>- 1,1</i>	<i>- 1,2</i>
Conjoints et autres actifs agricoles non-salariés	3	374,7	169,7	190,1	74,9	156,1	59,0	- 6,3	- 7,6	146,3	54,6	- 6,3	- 7,6
<b>Sous-total 2+3</b>		<b>1 138,7</b>	<b>706,2</b>	<b>794,0</b>	<b>520,7</b>	<b>734,3</b>	<b>487,6</b>	<b>- 2,7</b>	<b>- 2,2</b>	<b>716,4</b>	<b>477,6</b>	<b>- 2,9</b>	<b>- 2,0</b>
Salariés permanents <sup>1</sup>	4	180,5	149,4	172,3	140,1	187,5	140,9	+ 2,3	+ 1,5	191,4	140,2	+ 2,1	- 0,5
Saisonniers ETA Cuma	5	nr	101,7	nr	90,6	nr	100,5	nr	+ 6,2	nr	104,7	nr	+ 4,1
<b>Sous-total 4+5</b>			<b>251,2</b>		<b>230,7</b>		<b>241,4</b>		<b>+ 3,4</b>		<b>244,9</b>		<b>+ 1,4</b>
<b>Sous-total main-d'œuvre permanente 2+3+4</b>	<b>6</b>	<b>1 319,2</b>	<b>855,6</b>	<b>966,3</b>	<b>660,8</b>	<b>954,2</b>	<b>649,2</b>	<b>- 1,7</b>	<b>- 1,4</b>	<b>907,8</b>	<b>617,8</b>	<b>- 1,5</b>	<b>- 1,7</b>

1. Y compris les conjoints salariés et autres membres de la famille salariés

Source: Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Selon ces estimations, la baisse du nombre d'actifs agricoles se poursuivrait en 2014, mais à un rythme

ralenti par rapport à la période 2000-2010. Au total, le nombre d'actifs agricoles diminuerait en

moyenne de - 7 000 UTA par an entre 2010 et 2014 contre - 21 000 UTA par an entre 2000 et 2010.